

CONSEIL INTERCOMMUNAL

COMMUNICATION No 12/2024
du Comité de direction
AU CONSEIL INTERCOMMUNAL SÉCURITÉ RIVIERA

Motion de Monsieur Héraclès Dellas
(La Tour-de-Peilz), intitulée
« Proposition de modifications des statuts de l'ASR »

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Préambule

Lors de la séance du Conseil intercommunal du 25 janvier 2024, Monsieur Héraclès Dellas (La Tour-de-Peilz) déposait une motion intitulée : « Proposition de modification des statuts de l'ASR ».

En substance, cette motion proposait un certain nombre de modifications statutaires portant en particulier sur l'intégration d'une commission des finances, sur des thématiques liées à la répartition des coûts entre les communes-membres, ainsi que sur la limitation de la durée de la Présidence du Comité de direction à une seule législature.

Une commission chargée d'étudier la prise en considération de la motion précitée s'est réunie en date du 27 février 2024.

Concernant les thématiques liées à la répartition des coûts entre les communes-membres, un vote de recommandation a eu lieu. À l'issue de ce vote, dite commission a recommandé de ne pas prendre en considération la proposition de modification des statuts ayant pour but de modifier la répartition des charges entre les communes de la manière suivante : « *supprimer le coefficient de pondération ; répartir les charges par rapport aux nombres d'habitants par commune ; imputer les charges relatives en lien avec la Police (Manifestation, intervention suite infractions) et CSU aux communes* ».

Il est précisé à ce propos qu'un processus distinct, ayant trait à une révision des dispositions statutaires de l'ASR portant sur la clé de répartition des coûts, est actuellement en cours.

Quant à la question de la limitation de durée de la Présidence du Comité de direction, la même commission a considéré que la limitation à une seule législature était trop courte et émis une proposition alternative consistant à limiter cette durée à deux législatures.

Suite à un vote, c'est cette proposition alternative qui a été choisie, après qu'elle ait été opposée à la proposition du motionnaire. Après un vote ultérieur, la commission a finalement recommandé de ne pas prendre en considération cette proposition alternative.

Pour ce qui est de la proposition du motionnaire visant à intégrer une commission des finances, à l'issue des discussions, la commission susmentionnée a émis une proposition alternative visant à « renforcer et élargir la surveillance exercée par la commission de gestion ».

Cette nouvelle proposition ainsi été opposée à celle du motionnaire (intégrer une commission des finances). Après qu'il ait été procédé à un vote, la commission a choisi la nouvelle proposition et recommandé de la prendre en considération.

La commission a ainsi recommandé de prendre en considération une demande de modification des statuts ayant pour but de renforcer et élargir la surveillance exercée par la commission de gestion.

Durant la séance qui s'est tenue le 25 avril 2024, le Conseil intercommunal a décidé de prendre en considération la motion de Monsieur Héraclès Dellas intitulée « Proposition de modifications des statuts de l'ASR » et de la transmettre au Comité de direction pour étude et rapport, en tenant compte des recommandations émises par la commission.

Analyse

Afin de garantir au Comité de direction la conformité de ses futures démarches avec le cadre légal, un avis a été sollicité auprès de la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC). L'une des juristes de la DGAIC a notamment indiqué ce qui suit.

Quant au fond, elle rappelle que « *la loi sur les communes prévoit de regrouper la commission de gestion et la commission des finances. Toutefois, cela n'implique pas de lui donner plus de pouvoir que si elle est scindée en deux.* »

Questionnée sur la possibilité de créer une « commission de gestion-finances », la juriste précitée nous a indiqué qu'une telle commission continuerait de s'occuper de ses domaines de compétence habituels : « *Elle n'aurait pas d'autre pouvoir et en tout cas pas celui décisionnel* », conservant néanmoins ses prérogatives, comme « *le droit de requérir les informations nécessaires à l'exercice de son mandat* ».

Ainsi, quelle que soit la forme choisie (commission de gestion ou commission de gestion-finances), la commission en question ne disposerait notamment pas d'un pouvoir étendu de surveillance autre que celui limité à son mandat. En particulier : « *Elle pourrait examiner les préavis financiers mais elle le ferait comme une commission ad hoc. Elle ne pourrait donc pas obtenir tout ce qu'elle souhaite et surveiller toute l'activité du CODIR. Elle ne deviendrait pas un organe de surveillance et ne pourrait pas non plus exercer la haute surveillance sur l'activité de l'association.* »

Sur la base de ces éléments, le Comité de direction estime qu'une révision statutaire visant à « renforcer et élargir » la surveillance exercée par l'actuelle commission de gestion pourrait contrevenir aux règles de compétence prévues par la Loi sur les communes. A tout le moins – et au vu des éléments exprimés par la juriste de la DGAIC – il existerait un risque important qu'une telle extension des pouvoirs de surveillance de la commission de gestion ne soit pas avalisée par le Canton, qui demeure compétent pour approuver en dernier lieu toute modification statutaire.

Quant à la forme, la représentante de la DGAIC estime que le Comité de direction doit répondre à la motion dans le sens voulu par cette dernière. Il dispose également de la possibilité de déposer un contre-projet. Elle note également que la commission de prise en considération ne doit pas rapporter sur le fond mais uniquement sur l'entrée en matière (cf. schéma annexé).

En l'occurrence, il apparaît que la commission de prise en considération a également rapporté sur le fond de la motion, puisqu'elle a émis une proposition alternative à celle du motionnaire. Pour rappel, cette proposition alternative visait à « renforcer et élargir la surveillance exercée par la commission de gestion ».

Dès lors, le Comité de direction ne pourra pas donner suite à la recommandation de la Commission de prise en considération, soit une modification statutaire ayant pour but de renforcer et élargir la surveillance exercée par la commission de gestion.

Afin de respecter de cadre fixé par la DGAIC et les processus établis par le droit supérieur, il élaborera un préavis relatif à une modification des Statuts qui intégrera une Commission des finances, conformément à la demande du motionnaire. Le Comité de direction disposera également de la faculté de déposer un éventuel contre-projet.

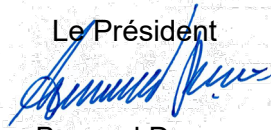
Une nouvelle commission pourra dès lors étudier le fond de ce préavis et rédiger un rapport à l'attention du Conseil intercommunal.

Le Comité de direction informe donc le Conseil intercommunal qu'il entend procéder selon la manière exposée ci-avant, ceci afin de se conformer aux contraintes découlant des exigences légales.

Ainsi adopté le 22 août 2024

AU NOM DU COMITE DE DIRECTION

Le Président



Bernard Degex

Le Secrétaire



Frédéric Pilloud

Annexes :

- Motion
- Courriels reçus de Madame Joëlle Wernli, juriste à la DGAIC ;
- Schéma relatif au traitement d'une motion.

CONSEIL INTERCOMMUNAL

Du 25 Janvier 2024

MOTION

Proposition de modifications des statuts de l'ASR

Selon l'article 65. Chapitre II alinéa c) du règlement du conseil intercommunal de l'association Sécurité Riviera :

Chaque membre du Conseil peut exercer son droit d'initiative

c) en proposant lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du Conseil intercommunal.

De ce fait nous tenons à proposer les modifications des statuts avec état après modification du 18 Avril 2013

En rouge dans les statuts vous trouverez les propositions de modification.

Pour résumer :

- Intégrer une commission des finances,
- Supprimer le coefficient de pondération,
- Répartir les charges par rapport aux nombres d'habitants par commune,
- Imputées les charges relatives en lien avec la Police (Manifestation, intervention suite infractions) et CSU aux communes.

- Limite du président du CODIR à une législature (Président Tourment),
Ajouté à l'art. 20

Cette proposition a pour but d'avoir une répartition équitable des charges de l'ASR auprès des communes.

renvoi aux CODIR.



Héraclès Dellas

SOMMAIRE

PREAMBULE 4

TITRE 1 – DENOMINATION, SIEGE, DUREE MEMBRES, BUTS

Article 1 – Dénomination	5
Article 2 – Siège	5
Article 3 – Statut juridique	5
Article 4 – Membres	5
Article 5 – Buts principaux	5
Article 6 – But(s) optionnel(s)	6
Article 7 – Contrat de droit administratif / Contrat de prestations	6
Article 8 – Durée et retrait	6

TITRE 2 – ORGANES DE L'ASSOCIATION

Article 9 – Organes	6
---------------------	---

A. CONSEIL INTERCOMMUNAL

Article 10 – Composition	6
Article 11 – Durée du mandat	7
Article 12 – Organisation	7
Article 13 – Convocation	7
Article 14 – Décision	7
Article 15 – Quorum et majorité	7
Article 16 – Droit de vote	7
Article 17 – Procès-verbaux	8
Article 18 – Attributions	8

B. COMITE DE DIRECTION

Article 19 – Composition	8
Article 20 – Organisation	8
Article 21 – Séances	9
Article 22 – Quorum et majorité	9
Article 23 – Représentation	9
Article 24 – Attributions	9

C. COMMISSION DE GESTION

Article 25 – Composition et compétences	10
---	----

TITRE 3 – ORGANISATION OPERATIONNELLE DE L'ASSOCIATION

Article 26 – Organisation des services	10
--	----

TITRE 4 - CAPITAL, RESSOURCES, COMPTABILITE

Article 27 – Capital	10
Article 28 – Biens immobiliers	11
Article 29 – Installations communales – réseau d'eau	11
Article 30 – Dépenses et recettes	11

Article 31 – Ressources	11
Article 32 – Obligations des communes concernant l'effectif des sapeurs-pompiers	11
Article 33 – Utilisation des ressources	12
Article 34 – Répartition des charges entre les communes	12
Article 35 – Comptabilité	12
Article 36 – Exercice comptable	13
Article 37 – Information des communes membres	13

TITRE 5 – AUTRES COMMUNES, IMPOTS

Article 38 – Autres communes	13
Article 39 – Impôts	13

TITRE 6 – MODIFICATION DES STATUTS, ARBITRAGE, DISSOLUTION

Article 40 – Modification des statuts	13
Article 41 – Arbitrage	14
Article 42 – Dissolution	14
Article 43 – Dispositions applicables	14

TITRE 7 – DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 44 – Dispositions transitoires	14
Article 45 – Entrée en vigueur	14
Article 46 – Dispositions finales	14

LEXIQUE DES NOTES DE BAS DE PAGE :

^I Modifié par décisions des 25 novembre 2010 et 18 avril 2013

^{II} Modifié par décision du 25 novembre 2010

^{III} Introduit par décision du 25 novembre 2010

^{IV} Modifié par décision du 18 avril 2013 ^V Introduit par décision du 18 avril 2013

^{VI} Changement de référence « Loi cantonale » ou modification de plume

^{VII} No d'article modifié le 18 avril 2013

PREAMBULE I

L'objectif de l'Association Sécurité Riviera est de regrouper les tâches de sécurité Police, CSU, Protection civile, SDIS, en une seule entité régionale.

Cette volonté politique s'est déterminée en trois étapes.

La première a eu pour but

- **de regrouper les forces de police de la Riviera, afin de**
 - garantir une politique de sécurité publique qui place le citoyen au centre des préoccupations;
 - renforcer la sécurité de proximité couplée avec une capacité d'intervention suffisante en terme de moyens et de délai;
 - intégrer harmonieusement les besoins communaux et régionaux;
 - renforcer l'efficacité des moyens à disposition;
 - rechercher des synergies avec l'ensemble des partenaires impliqués dans le domaine de la sécurité;
 - optimiser la collaboration avec les instances cantonales;
 - développer une politique de prévention dynamique;
 - unifier la procédure en matière de sentences municipales.

- de regrouper les Centres de secours et d'urgence de Montreux et Vevey pour créer un CSU, dans le but d'assurer la prise en charge des urgences préhospitalières.

La deuxième a conduit à intégrer l'ORPC Riviera en vue de

- renforcer la plateforme sécurité en favorisant les synergies entre les divers corps de métier;
- simplifier et rationaliser la gestion politique et administrative des diverses entités sécuritaires;
- agir en concordance avec la réforme cantonale de la protection civile.

La troisième est de regrouper en une seule entité « SDIS Riviera » les quatre SDIS de la Riviera (Vevey-La Tour-de-Peilz), Montreux-Veytaux, Pèlerin (Corseaux-Corsier-Chardonne-Jongny) et Pléiades (Blonay-St-Légier), intégrée à l'Association de communes, afin d'assurer

- la défense contre l'incendie;
- les secours en cas de dommages causés par le feu;
- les secours en cas de dommages causés par les éléments naturels;
- les secours dans d'autres situations présentant un caractère d'urgence.

I Modifié par décisions des 25 novembre 2010 et 18 avril 2013

TITRE 1 – DENOMINATION, SIEGE, DUREE MEMBRES, BUTS

Article 1 – Dénomination

Sous la dénomination Sécurité Riviera, il est constitué une association de communes, régie par les présents statuts et par les articles 112 à 127 de la loi sur les communes du 28 février 1956.

Article 2 – Siège

L'association a son siège à La Tour-de-Peilz.

Article 3 – Statut juridique

L'approbation des présents statuts par le Conseil d'Etat confère à l'association la personnalité morale de droit public.

Article 4 – Membres

Les membres de l'association sont les communes de **Blonay – Saint-Légier**, Chardonne, Corseaux, Corsier, Jongny, Montreux, **St-Légier-La-Chiésaz**, La Tour-de-Peilz, Vevey et Veytaux.

Article 5 – Buts principaux

L'association a pour buts :

- la gestion d'un corps intercommunal de police en vue d'assurer, dans la limite des compétences qui lui sont dévolues, l'ensemble des tâches liées au maintien de l'ordre et de la sécurité publics. II
- la gestion de l'organisation régionale de protection civile, en vue d'assurer, dans la limite des compétences qui lui sont dévolues, l'ensemble des tâches liées à la protection de la population et des biens en cas de conflit armé, en cas de catastrophe et dans toute situation de nécessité. III
- la gestion des tâches de police administrative et de police du commerce.
- la gestion du CSU. V
- la création et l'exploitation du SDIS Riviera conformément aux dispositions de la loi du 2 mars 2010 sur le service de défense contre l'incendie et de secours (LSDIS) et en particulier conformément aux exigences découlant du standard de sécurité cantonal. V

Les tâches principales et optionnelles liées à ces buts sont spécifiées dans une annexe aux présents statuts qui en fait partie intégrante.

II Modifié par décision du 25 novembre 2010

III Introduit par décision du 25 novembre 2010

V Introduit par décision du 18 avril 2013

VI Modification de plume

Article 6 – But(s) optionnel(s) ¹

L'association a pour but(s) optionnel(s) :

- a) ...auquel participent les communes de...
- b) ...auquel participent les communes de...

Article 7 – Contrat de droit administratif / Contrat de prestations

L'association peut offrir ses prestations à d'autres collectivités publiques par contrat de droit administratif / contrat de prestations.

L'association peut offrir à ses membres ou à d'autres collectivités publiques des prestations connexes à ses buts.

Article 8 – Durée et retrait

La durée de l'association est indéterminée.

Durant les deux législatures suivant l'approbation des présents statuts par le Conseil d'Etat, aucune commune membre ne peut se retirer de l'association ou renoncer au(x) but(s) optionnel(s).

Passé ce délai, le retrait d'une commune sera possible moyennant un préavis de 2 ans pour la fin d'une législature, les dispositions en matière de regroupement ressortant de la LSDIS étant réservées. ^{IV}

Cependant, une commune contrainte de quitter l'association en raison d'une loi, d'une décision d'une autorité supérieure ou de toute autre modification importante des circonstances peut obtenir, dans la mesure du nécessaire, des dérogations aux conditions de sortie précitées.

TITRE 2 – ORGANES DE L'ASSOCIATION

Article 9 – Organes

Les organes de l'association sont :

- A. Le Conseil intercommunal
- B. Le Comité de direction
- C. La Commission de gestion
- D. La Commission des finances**

Les membres de ces organes doivent être des électeurs des communes membres de l'association.

A. CONSEIL INTERCOMMUNAL

Article 10 – Composition

Le Conseil intercommunal, formé des délégués des communes associées, comprend :

1. Une délégation fixe composée pour chaque commune de deux représentants, l'un désigné par la Municipalité et l'autre désigné par le Conseil communal. ^{II}

^{IV} Modifié par décision du 18 avril 2013

|| Modifié par décision du 25 novembre 2010

¹ Les buts optionnels seront définis en fonction de l'évolution de l'association de communes. Cet article est donc prévu uniquement pour des impératifs techniques de numérotation

2. Une délégation variable composée d'un délégué supplémentaire par tranche entamée de deux mille habitants et désignée par le Conseil communal.

Ces délégués doivent avoir la qualité d'électeur dans la commune.

Le dernier recensement cantonal officiel, précédant le début de chaque législature, est déterminant pour fixer le nombre d'habitants.

Article 11 – Durée du mandat

Les délégués sont élus au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci.

Ils peuvent être révoqués par l'autorité qui les a élus.

En cas de vacance, il est pourvu sans retard aux remplacements ; le mandat des membres ainsi désignés prend fin à l'échéance de la législature en cours. Il y a notamment vacance lorsqu'un délégué perd sa qualité d'électeur ou est élu au Comité de direction.

Article 12 – Organisation

Le Conseil intercommunal s'organise lui-même.

Il désigne son président, son vice-président et son secrétaire.

Le secrétaire du Conseil intercommunal peut être choisi en dehors du Conseil.

Article 13 – Convocation

Le Conseil intercommunal est convoqué par avis personnel adressé à chaque délégué au moins dix jours à l'avance, cas d'urgence réservés.

L'avis de convocation mentionne l'ordre du jour qui est établi d'entente entre le président et le Comité de direction.

Le Conseil intercommunal se réunit sur convocation de son président, lorsque celui-ci le juge utile, à la demande du Comité de direction ou encore lorsqu'un cinquième des membres en fait la demande.

Article 14 – Décision

Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour (article 24 al. 4 LC).

Article 15 – Quorum et majorité

Le Conseil intercommunal ne peut délibérer que si les membres présents forment la majorité du nombre total de ses membres.

Chaque délégué a droit à une voix.

Les décisions sont prises à la majorité simple. Le président ne prend part au vote qu'en cas d'égalité des voix.

Article 16 – Droit de vote

Pour les décisions relatives aux tâches principales, tous les délégués au Conseil intercommunal prennent part au vote.

Pour les tâches optionnelles, seuls les délégués des communes concernées prennent part au vote.

Article 17 – Procès-verbaux

Les délibérations du Conseil intercommunal sont consignées dans un procès-verbal par séance, signé par le président et le secrétaire.

Toutes les mesures sont prises pour la conservation des procès-verbaux et d'autres documents annexes.

Article 18 – Attributions

En plus des attributions mentionnées aux articles 12, 19, 25 et 35^{VI}, le Conseil intercommunal :

- a) élit les membres du Comité de direction, ainsi que son président;
- b) fixe les indemnités des membres du Conseil intercommunal et du Comité de direction;
- c) contrôle la gestion, adopte le projet de budget et les comptes annuels;
- d) modifie les présents statuts, sous réserve des cas cités à l'article 126 LC;
- e) décide de l'admission de nouvelles communes;
- f) autorise tous emprunts, l'article 26 étant réservé;
- g) adopte tous règlements destinés à assurer l'exécution des tâches confiées à l'association et qui ne sont pas de la compétence du Comité de direction, notamment ceux relatifs à l'organisation des différentes tâches, aux tarifs et au personnel de l'association, l'article 94 LC étant réservé ;^{IV}
- h) autorise la conclusion de contrats prévus à l'article 7;
- i) prend toutes décisions relatives à l'exécution des tâches confiées à l'association qui lui sont réservées par la loi et les statuts, notamment les autorisations générales prévues par la législation sur les communes (cf. article 4 LC).^{IV}

Le Conseil intercommunal peut déléguer certaines de ses attributions à une ou plusieurs commissions. Les décisions éventuelles reviennent au Conseil intercommunal.

B. COMITE DE DIRECTION

Article 19 – Composition

Le Comité de direction se compose de 5 à 10 membres, municipaux en fonction, nommés par le Conseil intercommunal. Il est élu pour la durée de la législature. Toutefois, durant la 1ère législature, le Comité de direction se compose de 10 membres.

En cas de vacance, le Conseil intercommunal pourvoit sans retard aux remplacements. Le mandat des membres du Comité de direction ainsi nommés prend fin à l'échéance de la législature en cours.

Il y a notamment vacance lorsqu'un membre du Comité de direction perd sa qualité de municipal.

Article 20 – Organisation

Le Comité de direction nomme un vice-président et un secrétaire, ce dernier pouvant être celui du Conseil intercommunal.

Le Comité de direction peut désigner un bureau exécutif ; il en définit la composition et le cahier des charges.

^{IV} Modifié par décision du 18 avril 2013

^{VII} No d'article modifié le 18 avril 2013

Cas échéant, le président du Comité de direction fait de droit partie du bureau exécutif et le préside. Les délégués des trois villes (La Tour-de-Peilz, Montreux et Vevey) sont de droit membres du bureau exécutif. ^{IV}

Article 21 – Séances

Le président ou, à son défaut, le vice-président convoque le Comité de direction lorsqu'il le juge utile ou à la demande de la majorité des autres membres.

Les délibérations du Comité de direction sont consignées dans un procès-verbal par séance, signé du président et du secrétaire, ou de leurs remplaçants.

Article 22 – Quorum et majorité

Le Comité de direction ne peut prendre de décision que si la majorité de ses membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Article 23 – Représentation

L'association est valablement engagée envers les tiers par la signature collective à deux du président du Comité de direction et du secrétaire ou de leurs remplaçants.

Article 24 – Attributions

Le Comité de direction a notamment les attributions suivantes :

- a) veiller à l'exécution des buts de l'association, conformément aux décisions prises par le Conseil intercommunal ;
- b) exercer les attributions qui lui sont déléguées par le Conseil intercommunal ;
- c) exercer à l'égard du personnel les droits et obligations de l'employeur ;
- d) édicter toutes prescriptions en relation avec les buts de l'association; ^{III}
- e) assurer la coordination avec les autorités cantonales, respectivement avec la Police cantonale, avec le Service de la santé publique, avec le Service de la Sécurité civile et militaire et avec l'Etablissement Cantonal d'Assurance contre l'incendie et les éléments naturels (ECA); ^I
- f) transmettre les informations appropriées aux collectivités publiques et autorités concernées, en particulier en lien avec les contrats de droit administratif conclus par l'association ; ^{III}
- g) appliquer la loi sur les contraventions s'agissant des contraventions de compétences municipales (art. 4 LContr) et nommer la Commission de police ; ^{VI}
- h) déléguer ses pouvoirs de répression en matière de sentences municipales à un fonctionnaire spécialisé ou à un officier de police;

^I Modifié par décisions des 25 novembre 2010 et 18 avril 2013

^{III} Introduit par décision du 25 novembre 2010

^{IV} Modifié par décision du 18 avril 2013

^{VI} Changement de référence « Loi cantonale »

i) dans le domaine de la défense incendie :

- prendre toutes mesures destinées à garantir les effectifs sapeurs-pompiers du secteur d'intervention auquel les communes sont rattachées;
- appliquer la législation cantonale et faire respecter les règlements d'application et les statuts en matière de défense contre l'incendie et de secours;
- traiter les oppositions dirigées contre les décisions du commandant du SDIS Riviera;
- prendre toutes mesures en matière de nominations, d'exclusions, d'instruction, de rémunération et d'indemnisation. ^V

C. COMMISSION DE GESTION

Article 25 – Composition et compétences

La Commission de gestion, composée d'un représentant par commune membre, est élue par le Conseil intercommunal au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci.

Elle rapporte chaque année devant le Conseil intercommunal sur les comptes et la gestion.

D. COMMISSION DES FINANCES

Article 26 – Composition et compétences

La Commission des finances, composée d'un représentant par commune membre, est élue par le Conseil intercommunal au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci.

La commission des finances examine, vérifie et rapporte devant le conseil intercommunal :

- a) Le budget et les demandes de crédits,
- b) Les autorisations d'emprunter,
- c) Les taxes d'affectations spéciale qui sont de la compétence du conseil intercommunal,
- d) Les préavis qui concluent par une demande d'emprunt ou de financement par la trésorerie courante,
- e) La fixation des indemnités du CODIR, des membres du conseil intercommunal, des membres des commissions du bureau du conseil intercommunal, du secrétaire et des huissiers.
- f)

TITRE 3 – ORGANISATION OPERATIONNELLE DE L'ASSOCIATION V

Article 27 – Organisation des services V

L'association est structurée en différents services, répondant chacun à, au minimum, un des buts principaux de l'Association, soit :

- Police Riviera
- CSU, Centre de secours et d'urgence
- Protection civile Riviera
- SDIS Riviera

Chaque service est dirigé par un responsable d'exploitation ou un commandant, lui-même placé sous la responsabilité du Comité de direction pour les aspects techniques.

Afin de garantir la cohésion de l'ensemble des activités de l'association, un secrétaire général s'occupe de toutes les prestations "transversales" et de coordination en faveur des services.

TITRE 4 – CAPITAL, RESSOURCES, COMPTABILITE VI

Article 28 VI – Capital

Les communes participent au capital de dotation en cédant gracieusement à l'association, leurs biens mobiliers², y compris ceux mis à disposition des communes par l'ECA, en relation avec l'accomplissement de ses buts et tâches. IV

Les subventions, les participations et les contributions du Canton, de l'ECA et/ou de la Confédération allouées aux communes associées, en rapport avec les buts et tâches incombant à l'association, sont entièrement acquises à cette dernière. IV

Le plafond des emprunts d'investissement de l'association est fixé à Fr. 10'000'000.-.

IV Modifié par décision du 18 avril 2013

V Introduit par décision du 18 avril 2013

VI No d'article modifié le 18 avril 2013

² Biens mobiliers : véhicules, matériel informatique, uniformes, armes, matériel de bureau, ...

Article 29 VII – Biens immobiliers

Les communes partenaires mettent à disposition de l'association les biens immobiliers³ en relation avec ses buts et ses tâches et en assument les charges d'investissement. Les charges locatives y relatives font l'objet d'une facturation à l'association.

Article 30 - Installations communales – réseau d'eau V

Les frais d'installation et d'entretien des réseaux d'eau d'extinction, en particulier les canalisations d'eau et les bornes hydrantes, sont à la charge de la commune sur le territoire de laquelle elles se trouvent. Les participations financières afférentes de l'ECA lui sont entièrement acquises. Il en va de même des contributions demandées aux propriétaires de bâtiments isolés ou de groupes de bâtiments isolés ou dont la défense incendie nécessite des besoins en eau exceptionnels pour couvrir le surcroît de dépenses occasionné par les équipements faits exclusivement pour la protection de leurs biens.

Pour les installations servant à l'usage commun, les frais d'entretien font l'objet d'une répartition équitable et proportionnelle à leur destination.

Article 31 VI – Dépenses et recettes

Conformément au règlement sur la comptabilité des communes (RCCom) du 14 décembre 1979, les dépenses de l'association, y compris celles qui se rapportent au service des emprunts, doivent être couvertes par des recettes correspondantes (article 125 al. 1 LC).

Article 32 VI – Ressources

L'association dispose des ressources suivantes :

- a) les contributions des communes, selon article 34; VI
- b) les subventions, les participations financières de l'ECA et/ou les contributions cantonales ou fédérales en rapport avec les buts et tâches incombant à l'association ; IV

- c) le produit des prestations fournies aux communes membres ou à des collectivités publiques, selon l'article 7;
- d) les recettes provenant des amendes d'ordre et des décisions municipales rendues en application de la loi sur les contraventions ; ^{IV}
- e) les produits des prestations facturées à des tiers; ^V
- g) autres ressources diverses.

L'association reçoit les participations financières de l'ECA et les subventions destinées aux communes associées pour l'exécution de leurs tâches de service de défense contre l'incendie et de secours et les répartit en fonction des besoins. ^V

Article 33 - Obligation des communes concernant l'effectif des sapeurs-pompiers ^V

Les communes membres de l'association participent aux mesures nécessaires pour assurer l'effectif de sapeurs-pompiers volontaires.

^{IV} Modifié par décision du 18 avril 2013

^V Introduit par décision du 18 avril 2013 ^{VII} No d'article modifié le 18 avril 2013

³ Biens immobiliers : bâtiments et leurs accessoires, dépôts, ...

Article 34 ^{VI} – Utilisation des ressources

Les montants perçus selon l'article 31 ^{VII} sont destinés à procurer à l'association les ressources ordinaires et nécessaires à la couverture des frais d'exploitation et d'entretien des services de l'association. ^{IV}

Article 35 ^{VII} – Répartition des charges entre les communes

Les charges relatives aux tâches principales de police et du CSU, telles que définies dans l'annexe aux présents statuts sont réparties entre toutes les communes partenaires, au prorata de la population **de chaque commune pondérée**. ^{II}

~~La population pondérée est égale au nombre d'habitants de la commune, multiplié par un coefficient de pondération défini selon l'échelle suivante :~~

Communes	Coefficient
moins de 1'000 habitants	2
de 1'001 à 3'500 habitants	3
de 3'501 à 6'000 habitants	4
de 6'001 à 12'000 habitants	5
plus de 12'000 habitants	6

Les charges relatives aux tâches optionnelles de police, telles que définies dans l'annexe aux présents statuts sont réparties entre les communes concernées selon des clés de répartition spécifiques, soit : ^{II}

- Les charges relatives aux tâches "signalisation routière" sont réparties au prorata du nombre d'habitants des communes concernés.

- Les charges relatives aux tâches "stationnement" sont imputées individuellement à chaque commune concernée.

- Les charges relatives aux différentes manifestations sont imputées individuellement à chaque commune concernée.

- Les charges en liens avec les interventions(infractions) sont imputées individuellement à chaque commune concernée.

Les charges relatives aux tâches principales de protection civile, telles que définies dans l'annexe aux présents statuts sont réparties au prorata de la population. ^{III}

Les charges relatives aux tâches principales du SDIS, telles que définies dans l'annexe aux présents statuts, sont réparties au prorata de la population. ^V

Sur la base des principes énumérés au présent article ^{IV}, les communes versent à l'association une contribution annuelle fixée en francs par habitant ; le recensement officiel de la population au 31 décembre de l'année précédente fait référence. ^{II}

L'association sollicite une avance de fonds aux communes associées en facturant mensuellement le 1/12 de la charge annuelle figurant au budget. ^{IV}

Article 36 ^{VI} – Comptabilité

L'association tient une comptabilité indépendante soumise aux règles de la comptabilité des communes.

Un centre budgétaire est ouvert dans la classification administrative pour chacun des buts. Les frais communs ainsi que les frais financiers sont imputés à chaque but selon des clés de répartition fixées par le Conseil intercommunal.

^{II} Modifié par décision du 25.11.2010

^{III} Introduit par décision du 25.11.2010

^{IV} Modifié par décision du 18 avril 2013

^V Introduit par décision du 18 avril 2013

^{VI} No d'article modifié le 18 avril 2013

Le budget est approuvé par le Conseil intercommunal avant le 30 septembre et le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin de chaque année.

Les comptes et le rapport de gestion sont soumis à l'examen et au visa du préfet du district dans lequel l'association a son siège, au plus tard le 15 juillet de chaque année.

L'association de communes est tenue de faire réviser chaque année ses comptes par un organe de révision reconnu (art. 35b et 35c al.1 du règlement sur la comptabilité des communes).

Article 37 ^{VI} – Exercice comptable

L'exercice comptable commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice commence dès le premier jour du mois suivant la séance constitutive des organes prévus à l'article 9 ci-dessus.

Article 38 VI – Information des communes membres

Le budget, les comptes et le rapport annuel sont transmis aux Municipalités des communes membres (article 125c LC).

Celles-ci sont tenues d'informer leurs Conseils communaux respectifs, conformément à l'article 125b LC.

TITRE 5 – AUTRES COMMUNES, IMPOTS VI

Article 39 VI – Autres communes

Les communes qui désirent adhérer à l'association présentent leur requête au Conseil intercommunal.

Les conditions d'adhésion sont convenues entre la commune requérante et le Comité de direction, sous réserve de la ratification du Conseil intercommunal.

Article 40 VI – Impôts

Conformément à l'article 90 al. 1 lit. c de la loi sur les impôts directs cantonaux, l'association est exonérée de toutes taxes et impôts cantonaux et communaux.

TITRE 6 – MODIFICATION DES STATUTS, ARBITRAGE, DISSOLUTION VII

Article 41 VII – Modification des statuts

Les statuts peuvent être modifiés par décision du Conseil intercommunal.

Cependant, la modification des buts principaux et des tâches principales de l'association, la modification des règles de représentation des communes au sein des organes de l'association, l'augmentation du capital de dotation, la modification du mode de répartition des charges et l'élévation du plafond des emprunts d'investissements sont soumises à l'approbation des Conseils communaux des communes membres de l'association; la décision est prise à l'unanimité des communes.

Sauf dans les cas prévus à l'alinéa 2, les modifications des statuts doivent être communiquées dans les dix jours aux Municipalités des communes associées. Dans un délai de vingt jours à compter de cette communication, chaque Municipalité peut adresser au Conseil d'Etat des observations au sujet de ces modifications.

VII No d'article modifié le 18 avril 2013

Toute modification des statuts doit être soumise à l'approbation du Conseil d'Etat qui en vérifie la légalité.

Article 42^{VI} – Arbitrage

Toutes contestations entre une ou plusieurs communes membres, résultant de l'interprétation et de l'application des présents statuts, sont tranchées par un tribunal arbitral par application par analogie de l'art. 111 LC. ^{IV}

Article 43^{VI} – Dissolution

L'association est dissoute si son maintien ne s'impose plus. La dissolution doit être ratifiée par l'autorité délibérante de chaque commune associée.

Au cas où tous les Conseils généraux ou communaux moins un prendraient la décision de dissoudre l'association, la dissolution intervient également.

A défaut d'accord, les droits des communes membres sur l'actif de l'association, de même que leurs droits et obligations réciproques après extinction du passif, sont déterminés conformément à l'article 41. ^{VI}

Article 44 – Dispositions applicables^V

A moins que les présents statuts n'en disposent autrement, les art. 112 à 127 de la loi sur les communes du 28 février 1956 sont applicables.

TITRE 7 – DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES^{VI}

Article 45^{VI} – Dispositions transitoires^{IV}

Le personnel communal des SDIS reste soumis au statut du personnel de sa commune d'engagement jusqu'à son transfert effectif au sein de Sécurité Riviera.

Les règlements communaux sur les SDIS restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement intercommunal du SDIS Riviera adopté par Sécurité Riviera.

Article 46^{VI} – Entrée en vigueur^{IV}

La modification des présents statuts entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat.

Article 47^{VI} – Dispositions finales^V

Dès l'entrée en vigueur de la modification des présents statuts :

- l'ensemble des biens mobiliers des quatre SDIS est cédé gratuitement à l'association de communes;
- les conventions entre les municipalités relatives à l'organisation des quatre SDIS intercommunaux sont caduques.

^{IV} Modifié par décision du 18 avril 2013

^V Introduit par décision du 18 avril 2013

^{VI} No d'article modifié le 18 avril 2013

ADOPTION PAR LES COMMUNES MEMBRES

Adoptés par le Conseil communal de Blonay, le 30 mai 2006

Adoptés par le Conseil communal de Chardonne, le 13 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Corseaux, le 19 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Corsier-sur-Vevey, le 15 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Jongny, le 26 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Montreux, le 28 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de St-Légier-La Chiésaz, le 29 mai 2006

Adoptés par le Conseil communal de La Tour-de-Peilz, le 28 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Vevey, le 29 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Veytaux, le 11 septembre 2006

APPROBATION PAR LE CONSEIL D'ETAT

Approuvés par le Conseil d'Etat dans sa séance du 25 octobre 2006

**MODIFICATION DES STATUTS PERMETTANT L'INTEGRATION DE
L'ORPC RIVIERA DANS L'ASSOCIATION SECURITE RIVIERA
(ARTICLES 5, 10, 24, 31, 40, 42 ET 43)**

**ADOPTION PAR LE CONSEIL INTERCOMMUNAL DE
L'ASSOCIATION SECURITE RIVIERA**

Adoptés par le Conseil intercommunal de l'Association Sécurité Riviera, le 25 novembre 2010

APPROBATION PAR LES COMMUNES MEMBRES

Approuvés (articles 5, 10 et 31) par le Conseil communal de Blonay, le 14 décembre 2010

Approuvés (articles 5, 10 et 31) par le Conseil communal de Chardonne, le 10 décembre 2010

Approuvés (articles 5, 10 et 31) par le Conseil communal de Corseaux, le 10 décembre 2010

Approuvés (articles 5, 10 et 31) par le Conseil communal de Corsier-sur-Vevey, le 6 décembre 2010

Approuvés (articles 5, 10 et 31) par le Conseil communal de Jongny, le 16 décembre 2010

Approuvés (articles 5, 10 et 31) par le Conseil communal de Montreux, le 8 décembre 2010

Approuvés (articles 5, 10 et 31) par le Conseil communal de St-Légier-La Chiésaz, le 10 décembre 2010

Approuvés (articles 5, 10 et 31) par le Conseil communal de La Tour-de-Peilz, le 8 décembre 2010

Approuvés (articles 5, 10 et 31) par le Conseil communal de Vevey, le 16 décembre 2010

Approuvés (articles 5, 10 et 31) par le Conseil communal de Veytaux, le 6 décembre 2010

APPROBATION PAR LE CONSEIL D'ETAT

Approuvés par le Conseil d'Etat dans sa séance du 16 mars 2011

L'atteste, le chancelier : signé

**MODIFICATION DES STATUTS PERMETTANT L'INTEGRATION DES
QUATRE SDIS DANS L'ASSOCIATION SECURITE RIVIERA
(ARTICLES 5, 8, 18, 20, 24, 26, 27, 29, 31, 32, 33, 34, 41, 43, 44, 45 ET 46)**

**ADOPTION PAR LE CONSEIL INTERCOMMUNAL DE
L'ASSOCIATION SECURITE RIVIERA**

Adoptés par le Conseil intercommunal de l'Association Sécurité Riviera, le 18 avril 2013

APPROBATION PAR LES COMMUNES MEMBRES

Approuvés (articles 5, 31, 34, 44, 45 et 46) par le Conseil communal de Blonay, le 28 mai 2013

Approuvés (articles 5, 31, 34, 44, 45 et 46) par le Conseil communal de Chardonne, le 28 mai 2013

Approuvés (articles 5, 31, 34, 44, 45 et 46) par le Conseil communal de Corseaux, le 24 juin 2013

Approuvés (articles 5, 31, 34, 44, 45 et 46) par le Conseil communal de Corsier-sur-Vevey, le 10 juin 2013

Approuvés (articles 5, 31, 34, 44, 45 et 46) par le Conseil communal de Jongny, le 25 juin 2013

Approuvés (articles 5, 31, 34, 44, 45 et 46) par le Conseil communal de Montreux, le 22 mai 2013

Approuvés (articles 5, 31, 34, 44, 45 et 46) par le Conseil communal de St-Légier - La Chiésaz, le 03 juin 2013

Approuvés (articles 5, 31, 34, 44, 45 et 46) par le Conseil communal de La Tour-de-Peilz, le 26 juin 2013

Approuvés (articles 5, 31, 34, 44, 45 et 46) par le Conseil communal de Vevey, le 20 juin 2013

Approuvés (articles 5, 31, 34, 44, 45 et 46) par le Conseil communal de Veytaux, le 17 juin 2013

APPROBATION PAR LE CONSEIL D'ETAT

Approuvés par le Conseil d'Etat dans sa séance du :

L'atteste, le chancelier :

ANNEXE AUX STATUTS DE SECURITE RIVIERA

TÂCHES PRINCIPALES ET OPTIONNELLES

Sont définies ci-après, les tâches principales et optionnelles découlant des buts principaux de l'association de communes "Sécurité Riviera", conformément à l'article 5 des statuts y relatifs.

TÂCHES PRINCIPALES

Auxquelles participent les communes de **Blonay-St-Légier**, Chardonne, Corseaux, Corsier, Jongny, Montreux, **St-Légier-La-Chiésaz**, La Tour-de-Peilz, Vevey et Veytaux.

SÉCURITÉ ET MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

- Organiser et gérer le corps intercommunal de police.
- Edicter tous règlements en lien avec les buts de l'association, notamment un règlement intercommunal de police.
- Exercer la répression en matière de sentences municipales (art. 45 LC et LContr) et nommer la commission de police en vue de l'exécution des tâches de l'association.¹
- Assurer les missions de police, conformément aux dispositions légales et aux directives du commandant de la police cantonale, chef de la police judiciaire, notamment :
 - la protection des personnes et des biens
 - la police des spectacles, divertissements et fêtes
 - la police des établissements publics et débits de boissons alcooliques
 - l'application des règlements communaux et prescriptions municipales qui entrent dans les domaines d'activités de l'association.
- Assurer les missions de police de la circulation, conformément à la loi vaudoise sur la circulation routière et à son règlement d'application.
- Assurer et développer les missions de prévention propres à la police de proximité, notamment :
 - éducation routière dans les établissements scolaires
 - actions de prévention contre les vols, les incivilités, le non respect des lois et règlements.

¹ Modifié par décision du 18 avril 2013

POLICE DU COMMERCE ET POLICE ADMINISTRATIVE

- Assurer la prise en charge des tâches de police du commerce découlant de la loi sur l'exercice des activités économiques (LEAE) du 31 mai 2005 et de la loi sur les auberges et les débits de boisson (LADB) du 26 mars 2002, notamment :
 - délivrance des patentes et des autorisations pour les activités commerciales temporaires ou itinérantes
 - gestion du domaine public (foires et marchés)
 - gestion des licences et autorisations pour les établissements publics
 - contrôle des prix
 - délivrance des permis temporaires (manifestations diverses).
- Assurer la gestion des concessions et des autorisations pour les taxis.
- Assurer le suivi des procédures en relation avec les amendes d'ordre et les ordonnances pénales prononcées dans le cadre des activités de l'association. ¹

CENTRE DE SECOURS ET D'URGENCE

- Organiser et gérer les centres de secours et d'urgence (CSU), conformément aux dispositions de la loi sur la santé publique et aux directives cantonales en la matière.

PROTECTION CIVILE : PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS ¹

- Assurer les missions / tâches confiées par les autorités cantonales conformément aux dispositions légales fédérales et cantonales.
- Appuyer les organisations partenaires au travers de processus et accords de coordination (police, sapeurs-pompiers, santé publique, services techniques).
- Assister les personnes en quête de protection (évacuer, accueillir, héberger, ravitailler, informer).
- Appuyer les organes de conduite (alarme à la population, mise en place et gestion des infrastructures fixes ou mobiles, coordination des moyens télématiques).
- Effectuer des travaux de remise en état.
- Protéger les biens culturels (recenser, planifier les mesures de protection).
- Protéger la population (par le biais de la gestion des abris et la maintenance des constructions d'organisme).

PROTECTION CIVILE : INTERVENTIONS COMPLÉMENTAIRES AU PROFIT DE LA COLLECTIVITÉ ¹

- Intervenir pour des tâches compatibles avec les buts de la protection civile en faveur de tiers (autorités, organisations, associations ou exposants), et ce dans le respect des bases

légales existantes.

^I Modifié par décision du 18 avril 2013

^{II} Introduit par décision du 25 novembre 2010

SERVICE DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE ET DE SECOURS : PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS ^{III}

- prendre toutes dispositions utiles en matière de lutte contre le feu, en application de l'art. 2 al. 2, lettre e) de la loi sur les communes du 28 février 1956 (LC)
- respecter les exigences fixées par le standard de sécurité cantonal
- organiser, équiper et instruire le SDIS Riviera
- prendre toutes mesures nécessaires pour que le SDIS Riviera soit suffisamment doté en personnel au regard du standard de sécurité cantonal
- gérer et entretenir les équipements, le matériel, les véhicules et les locaux nécessaires au service selon le standard de sécurité cantonal
- prendre les mesures nécessaires pour que chaque sapeur-pompier :
 - puisse être mis sur pied rapidement par l'intermédiaire du centre de traitement des alarmes CTA
 - soit correctement équipé et instruit
 - bénéficie d'une couverture d'assurance contre les accidents, la maladie et la responsabilité civile découlant du service, ainsi que pour couvrir les dommages survenus lors de courses de service ou d'intervention avec des véhicules privés
- édicter tous règlements en lien avec les buts de l'association, notamment un règlement intercommunal SDIS
- assurer les missions attribuées au SDIS Riviera par la législation cantonale en vigueur dans les domaines de la défense contre l'incendie et de secours, de la lutte contre les cas accidentels de pollution, notamment par les hydrocarbures et les produits chimiques, ainsi que du secours qui précède ou accompagne les interventions médicales proprement dites, notamment la désincarcération des victimes d'accidents de la circulation.

SERVICE DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE ET DE SECOURS : INTERVENTIONS POUR D'AUTRES TACHES D'INTERET PUBLIC ^{III}

- Intervenir pour des tâches d'intérêt public compatibles avec les buts du SDIS en faveur de tiers (autorités, organisations, associations) et ce dans le respect des bases légales existantes, notamment pour autant que l'efficacité et la rapidité de la mission de défense contre l'incendie et de secours ne soient pas compromises.

III Introduit par décision du 18 avril 2013

□ TÂCHES OPTIONNELLES

Auxquelles participent les communes de Montreux, La Tour-de-Peilz et Vevey.

SIGNALISATION ROUTIÈRE

□ Fournir les prestations en matière de signalisation routière, conformément au droit sur la circulation routière, notamment :

- légalisation et entretien de la signalisation verticale et horizontale
- mise en place de dispositifs provisoires liés à des manifestations, des chantiers ou autres.

STATIONNEMENT

□ Organiser et gérer les corps des gardes municipaux des communes de Montreux, Vevey et La Tour-de-Peilz.

□ Assurer dans le domaine du stationnement la gestion et le contrôle découlant des règlements communaux sur le stationnement, notamment :

- autorisations et gestion des macarons
- contrôle et gestion du stationnement (parkings, zones délimitées et routes ouvertes)
- régulation du trafic et actions ponctuelles
- surveillance des parcs et promenades.

ADOPTION PAR LES COMMUNES MEMBRES

Adoptés par le Conseil communal de Blonay, le 30 mai 2006

Adoptés par le Conseil communal de Chardonne, le 13 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Corseaux, le 19 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Corsier-sur-Vevey, le 15 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Jongny, le 26 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Montreux, le 28 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de St-Légier-La Chiésaz, le 29 mai 2006

Adoptés par le Conseil communal de La Tour-de-Peilz, le 28 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Vevey, le 29 juin 2006

Adoptés par le Conseil communal de Veytaux, le 11 septembre 2006

APPROBATION PAR LE CONSEIL D'ETAT

Approuvés par le Conseil d'Etat dans sa séance du 25 octobre 2006

**MODIFICATION DE L'ANNEXE AUX STATUTS DÉFINISSANT LES
TÂCHES PRINCIPALES DE LA PROTECTION CIVILE**

**ADOPTION PAR LE CONSEIL INTERCOMMUNAL DE
L'ASSOCIATION SÉCURITÉ RIVIERA**

Adoptés par le Conseil intercommunal de l'Association Sécurité Riviera, le 25 novembre 2010

APPROBATION PAR LES COMMUNES MEMBRES

Approuvés par le Conseil communal de Blonay, le 14 décembre 2010

Approuvés par le Conseil communal de Chardonne, le 10 décembre 2010

Approuvés par le Conseil communal de Corseaux, le 10 décembre 2010

Approuvés par le Conseil communal de Corsier-sur-Vevey, le 6 décembre 2010

Approuvés par le Conseil communal de Jongny, le 16 décembre 2010

Approuvés par le Conseil communal de Montreux, le 8 décembre 2010

Approuvés par le Conseil communal de St-Légier-La Chiésaz, le 10 décembre 2010

Approuvés par le Conseil communal de La Tour-de-Peilz, le 8 décembre 2010

Approuvés par le Conseil communal de Vevey, le 16 décembre 2010

Approuvés par le Conseil communal de Veytaux, le 6 décembre 2010

APPROBATION PAR LE CONSEIL D'ETAT

Approuvés par le Conseil d'Etat dans sa séance du :

L'atteste, le chancelier : signé

**MODIFICATION DE L'ANNEXE AUX STATUTS DÉFINISSANT LES
TÂCHES PRINCIPALES DU SERVICE DE DEFENSE CONTRE
L'INCENDIE ET DE SECOURS**

**ADOPTION PAR LE CONSEIL INTERCOMMUNAL DE
L'ASSOCIATION SÉCURITÉ RIVIERA**

Adoptés par le Conseil intercommunal de l'Association Sécurité Riviera, le 18 avril 2013

APPROBATION PAR LES COMMUNES MEMBRES

Approuvés par le Conseil communal de Blonay, le 28 mai 2013

Approuvés par le Conseil communal de Chardonne, le 28 mai 2013

Approuvés par le Conseil communal de Corseaux, le 24 juin 2013

Approuvés par le Conseil communal de Corsier-sur-Vevey, le 10 juin 2013

Approuvés par le Conseil communal de Jongny, le 25 juin 2013

Approuvés par le Conseil communal de Montreux, le 22 mai 2013

Approuvés par le Conseil communal de St-Légier - La Chiésaz, le 03 juin 2013

Approuvés par le Conseil communal de La Tour-de-Peilz, le 26 juin 2013

Approuvés par le Conseil communal de Vevey, le 20 juin 2013

Approuvés par le Conseil communal de Veytaux, le 17 juin 2013

APPROBATION PAR LE CONSEIL D'ETAT

Approuvés par le Conseil d'Etat dans sa séance du :

L'atteste, le chancelier :

De : [Piu Sébastien](#)
À : [Piu Sébastien](#)
Objet : TR: Demande de renseignements - Commission de gestion-finances
Date : mardi, 13 août 2024 09:37:03
Pièces jointes : [image003.png](#)
[image004.png](#)
[image005.png](#)

De : Wernli Joëlle <joelle.wernli@vd.ch>
Envoyé : lundi, 29 juillet 2024 12:29
À : Piu Sébastien <pius@securiv.ch>
Cc : Affaires Communales <affaires-communales@vd.ch>
Objet : RE: Demande de renseignements - Commission de gestion-finances

Cher Monsieur,

La loi sur les communes prévoit de regrouper la commission de gestion et la commission des finances. Toutefois, cela n'implique pas de lui donner plus de pouvoir que si elle est scindée en deux.

Nous avons édité le guide relatif aux commissions de surveillance :

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/territoire/communes/autorites_communales/fichiers_pdf/Guide_commissions_de_surveillanc.pdf

Dans tous les cas, le règlement doit être modifié et les articles en question doivent m'être soumis pour consultation pour que je puisse me prononcer sur la légalité des modifications.

Avec mes meilleures salutations.

JOELLE WERNLI
JURISTE

Département des institutions, du territoire et du sport
Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC)
DIRECTION DES AFFAIRES COMMUNALES ET DROITS POLITIQUES
Rue Cité-Derrière 17, 1014 Lausanne
+41 21 316 40 71
joelle.wernli@vd.ch / www.vd.ch/dgaic

VD.CH

Absent le lundi après-midi



Ces formations pourraient vous intéresser :
[Droit de proposition des conseillers communaux et généraux](#)
[Loi sur les amendes d'ordre communales - LAOC](#)
[Loi vaudoise sur la circulation routière - LVCR et Ordonnances pénales](#)
[Législation sur les services des taxis](#)

De : Wernli Joëlle <joelle.wernli@vd.ch>
Envoyé : mercredi, 31 juillet 2024 07:33
À : Piu Sébastien <pius@securiv.ch>
Cc : Affaires Communales <affaires-communales@vd.ch>
Objet : RE: Demande de renseignements - Commission de gestion-finances

Cher Monsieur,

Si votre commission de gestion devait devenir et s'intituler « commission de gestion-finances », elle continuerait de s'occuper du budget, de la gestion et des comptes. On pourrait imaginer lui donner encore comme compétences, l'examen des préavis ayant un aspect financier, l'augmentation du plafond d'endettement. Cela signifierait qu'elle rapporterait sur les préavis qui ont un impact financier à la place d'une commission ad'hoc. Elle n'aurait pas d'autre pouvoir et en tout cas pas celui décisionnel.

Bien entendu, comme actuellement, cette nouvelle commission aurait le droit de requérir les informations nécessaires à l'exercice de son mandat.

Je ne sais pas si j'ai répondu. A défaut, je vous remercie de bien vouloir soit détailler plus la question ou soit de m'appeler.

Avec mes meilleures salutations.

JOELLE WERNLI
JURISTE

Département des institutions, du territoire et du sport
Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC)
DIRECTION DES AFFAIRES COMMUNALES ET DROITS POLITIQUES
Rue Cité-Derrière 17, 1014 Lausanne
+41 21 316 40 71
joelle.wernli@vd.ch / www.vd.ch/dgaic

VD.CH

Absent le lundi après-midi



Ces formations pourraient vous intéresser :

[Droit de proposition des conseillers communaux et généraux](#)

[Loi sur les amendes d'ordre communales - LAOC](#)

[Loi vaudoise sur la circulation routière - LVCR et Ordonnances pénales](#)

[Législation sur les services des taxis](#)

De : Piu Sébastien <pius@securiv.ch>

Envoyé : mardi, 13 août 2024 09:33

À : Piu Sébastien <pius@securiv.ch>

Objet : TR: Demande de renseignements - Commission de gestion-finances

De : Wernli Joëlle <joelle.wernli@vd.ch>

Envoyé : mardi, 6 août 2024 10:23

À : Piu Sébastien <pius@securiv.ch>

Cc : Affaires Communales <affaires-communales@vd.ch>

Objet : RE: Demande de renseignements - Commission de gestion-finances

Cher Monsieur,

La création d'une commission de gestion-finances ne donnerait pas plus de pouvoir à ladite commission que celui de l'examen de la gestion et des comptes, voire du budget. La commission n'aurait pas un pouvoir étendu de surveillance autre que celui limité à son mandat. Elle pourrait examiner les préavis financiers mais elle le ferait comme une commission ad'hoc. Elle ne pourrait donc pas obtenir tout ce qu'elle souhaite et surveiller toute l'activité du codir. Elle ne deviendrait pas un organe de surveillance et ne pourrait pas non plus exercer la haute surveillance sur l'activité de l'association.

Avec mes cordiales salutations.

JOELLE WERNLI
JURISTE

Département des institutions, du territoire et du sport

Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC)

DIRECTION DES AFFAIRES COMMUNALES ET DROITS POLITIQUES

Rue Cité-Derrière 17, 1014 Lausanne

+41 21 316 40 71

joelle.wernli@vd.ch / www.vd.ch/dgaic

VD.CH

Absente le lundi après-midi



Ces formations pourraient vous intéresser :

[Droit de proposition des conseillers communaux et généraux](#)

[Loi sur les amendes d'ordre communales - LAOC](#)

[Loi vaudoise sur la circulation routière - LVCR et Ordonnances pénales](#)

[Législation sur les services des taxis](#)

TRAITEMENT D'UNE MOTION

POSTULAT

Forme de l'initiative
Demande écrite

Soutien nécessaire
Majorité du Conseil

Réponse de la Municipalité
Rapport

Résultat possible
Débat au Conseil et vote

MOTION

Forme de l'initiative
proposition rédigée en termes généraux

Soutien nécessaire
majorité du Conseil

Réponse de la Municipalité
projet de décision/étude ou contre-projet

Résultat possible
débat au Conseil et vote

PROJET DE RÈGLEMENT / DÉCISION

Forme de l'initiative
Proposition entièrement rédigée

Soutien nécessaire
Majorité du Conseil

Réponse de la Municipalité
Projet de règlement

Résultat possible
Débat au Conseil et vote

INTERPELLATION

Forme de l'initiative
Demande écrite

Soutien nécessaire
5 membres au minimum

Réponse de la Municipalité
Réponse orale

Résultat possible
Résolution

QUESTION/SIMPLE VŒU

Forme de l'initiative
Exprimé oralement

Soutien nécessaire
Aucun

Réponse de la Municipalité
Réponse orale

Résultat possible
Aucun

RECEVABILITÉ



Remise de la motion par écrit à la présidente ou au président du Conseil

La motion est portée à l'ordre du jour.

Le Conseil examine la proposition : est-elle recevable ?

OUI



Examen sur l'opportunité : l'objet de la motion est-il pris en considération par le Conseil communal ?

PRISE EN CONSIDÉRATION

OUI

Renvoi immédiat à la Municipalité

PAS IMMÉDIATEMENT

Renvoi à une commission pour étude

NON



Étude de la motion par une commission
Établissement d'un rapport sur la prise en considération



Le Conseil prend une décision : prend-il la motion en considération ?

OUI

La motion est soumise à la Municipalité

NON

La motion est classée

TRAITEMENT

LA MUNICIPALITÉ ANALYSE



La Municipalité rédige un projet et lui oppose un contre-projet.



La Municipalité rédige un projet de décision art. 33 al. 4 let. b



La Municipalité rend un rapport sur l'irrecevabilité art. 33 al. 6



Une commission est nommée ; elle étudie le projet de la Municipalité et rédige un rapport à l'attention du Conseil.

